

JF/EP N° 110004

Contacts IFOP : Jérôme Fourquet / Esteban Pratviel

Tél : 01 45 84 14 44

jerome.fourquet@ifop.com



pour



Les Français et l'intégration européenne

Résultats détaillés

Décembre 2011

Sommaire

- 1 - La méthodologie	1
- 2 - Les principaux enseignements	4
- 3 - Les résultats de l'étude.....	6
Le souhait d'intégration européenne face à la crise de la dette.....	7

- 1 -

La méthodologie

Méthodologie

Ce document présente les résultats d'une étude réalisée par l'Ifop. Elle respecte fidèlement les principes scientifiques et déontologiques de l'enquête par sondage. Les enseignements qu'elle indique reflètent un état de l'opinion à l'instant de sa réalisation et non pas une prédiction.

Aucune publication totale ou partielle ne peut être faite sans l'accord exprès de l'Ifop.

Retrouvez les sondages et analyses de l'Ifop sur



Site web



www.ifopelections.fr



Alertes d'actualité



Facebook



Twitter



iPhone et iPad

Etude réalisée par l'Ifop pour :	Sud Ouest Dimanche
Echantillon	Echantillon de 1002 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus. La représentativité de l'échantillon a été assurée par la méthode des quotas (sexe, âge, profession du chef de famille) après stratification par région et catégorie d'agglomération.
Mode de recueil	Les interviews ont eu lieu par téléphone
Date de terrain	Du 1 ^{er} au 2 décembre 2011

PRECISION RELATIVE AUX MARGES D'ERREUR

La théorie statistique permet de mesurer l'incertitude à attacher à chaque résultat d'une enquête. Cette incertitude s'exprime par un intervalle de confiance situé de part et d'autre de la valeur observée et dans lequel la vraie valeur a une probabilité déterminée de se trouver. Cette incertitude, communément appelée « marge d'erreur », varie en fonction de la taille de l'échantillon et du pourcentage observé comme le montre le tableau ci-dessous :

INTERVALLE DE CONFIANCE A 95% DE CHANCE						
<i>Et si l'effectif est...</i>	<i>Si le pourcentage trouvé est...</i>					
	5 ou 95%	10 ou 90%	20 ou 80%	30 ou 70%	40 ou 60%	50%
50	6,2	8,5	11,3	13,0	13,9	14,1
100	4,4	6,0	8,0	9,2	9,8	10,0
200	3,1	4,2	5,7	6,5	6,9	7,1
250	2,8	3,8	5,1	5,8	6,2	6,3
300	2,5	3,5	4,6	5,3	5,7	5,8
350	2,3	3,2	4,3	4,9	5,2	5,3
400	2,2	3,0	4,0	4,6	4,9	5,0
450	2,1	2,8	3,8	4,3	4,6	4,7
500	1,9	2,7	3,6	4,1	4,4	4,5
600	1,8	2,4	3,3	3,7	4,0	4,1
700	1,6	2,3	3,0	3,5	3,7	3,8
800	1,5	2,1	2,8	3,2	3,5	3,5
900	1,4	2,0	2,6	3,0	3,2	3,3
1000	1,4	1,8	2,5	2,8	3,0	3,1
2000	1,0	1,3	1,8	2,1	2,2	2,2
4000	0,7	0,9	1,3	1,5	1,6	1,6
6000	0,6	0,8	1,1	1,3	1,4	1,4
10000	0,4	0,6	0,8	0,9	0,9	1,0

Exemple de lecture du tableau : dans le cas d'un échantillon de **1000** personnes, si le pourcentage mesuré est de **10%**, la marge d'erreur est égale à **1,8**. Le vrai pourcentage est donc compris entre 8,2% et 11,8%.

- 2 -

Les principaux enseignements

Au lendemain du discours de Toulon prononcé par Nicolas Sarkozy et à la veille de nouvelles rencontres européennes au sommet, les Français sont très partagés concernant la poursuite de la construction européenne. Dans le contexte actuel de crise, 48 % souhaitent ainsi une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique quand 49 % penchent pour moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat.

Cette ligne de fracture oppose deux Frances mais le clivage, comme lors de tous les grands débats européens (Maastricht et le référendum sur le Traité Constitutionnel en 2005), ne renvoie pas principalement à la division gauche/droite puisque 53% des sympathisants socialistes et quasiment la même proportion des soutiens de l'UMP (57%) sont favorables à davantage d'intégration. Le clivage est davantage socioculturel. Dans le camp des partisans d'une intégration européenne plus poussée, on retrouve ainsi la « France d'en haut » : 67% des cadres et des professions libérales et 53% des habitants de la région capitale sont favorables à cette option. En face, dans le camp des tenants d'une moindre intégration, se dessine la « France d'en bas ». 60% des employés, 62% des ouvriers et 53% des ruraux se rangent dans cette catégorie à laquelle se rattache également une majorité de femmes (52%) quand une majorité d'hommes (53%) soutient davantage d'intégration.

Si ce clivage n'est pas structuré selon une logique gauche/droite, il revêt néanmoins une forte dimension politique et donne à voir une opposition entre les partis « centraux et modérés » et les partis plus radicaux et contestataires comme lors des référendums de Maastricht et sur le TCE. Quand le soutien à une nouvelle étape vers le fédéralisme atteint 53% au PS et 57% à l'UMP et même 63% parmi les proches du Modem, il n'est que de 39% parmi les proches du Front de Gauche, 41% parmi ceux de l'extrême-gauche et 24% chez les sympathisants du FN.

Ces lignes de force qui déterminent depuis de nombreuses années le rapport à la construction européenne sont donc toujours en place mais force est de constater, que sous l'effet de la crise et de l'évolution très heurtée et rapide de la situation économique et politique dans la zone euro, l'opinion publique peine à se stabiliser sur cette question et connaît elle aussi des mouvements assez erratiques. Le souhait d'intégration a ainsi gagné 5 points en deux semaines après en avoir perdu 8 entre septembre et novembre. Sur la dernière période le souhait de davantage d'intégration a le plus progressé dans les catégories les plus fragilisées : + 12 points parmi les femmes (contre -2 auprès des hommes), + 14 chez les employés et + 16 dans la tranche d'âge des 35/49 ans, concentrant le plus d'actifs.

De l'évolution de la situation économique et de l'avancée des négociations entre les différents gouvernements dépendra les mouvements de l'opinion dans les prochains mois, notamment dans les catégories les plus exposées à la crise dont l'adhésion à une intégration renforcée est loin d'être acquise à ce jour.

- 3 -

Les résultats de l'étude

Le souhait d'intégration européenne face à la crise de la dette

Question : Compte-tenu de la crise actuelle, au fond de vous-même, que souhaitez-vous ?

	Rappel Septembre 2011 ¹ (%)	Rappel Novembre 2011 ² (%)	Ensemble Décembre 2011 (%)
• Moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat.....	48	57	49
• Une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique	51	43	48
- Ne se prononcent pas	1	-	3
TOTAL.....	100	100	100

¹ Sondage Ifop pour le groupe UMP à l'Assemblée Nationale réalisée du 23 au 26 septembre 2011 par téléphone auprès d'un échantillon de 964 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

² Sondage Ifop pour Atlantico.fr réalisée le 17 novembre 2011 par questionnaire auto-administré en ligne auprès d'un échantillon de 1006 personnes, représentatif de la population française âgée de 18 ans et plus.

Le souhait d'intégration européenne face à la crise de la dette

Question : Compte-tenu de la crise actuelle, au fond de vous-même, que souhaitez-vous ?

	Ensemble Décembre 2011 (%)	Sympathisants de Gauche (%)	Sympathisants de l'UMP (%)	Sympathisants du FN (%)
• Moins d'intégration européenne et des politiques économiques et budgétaires propres à chaque Etat.	49	49	39	76
• Une intégration européenne renforcée avec une politique économique et budgétaire unique..	48	48	57	24
- Ne se prononcent pas	3	3	4	-
TOTAL	100	100	100	100

